

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article1692>

RIO + 20 Mobilisation des sociétés civiles

- Programme de Développement durable 2030 - Conférence Rio + 20, 2012 - Rio + 20 : mobilisations sociétés civiles -

Date de mise en ligne : lundi 9 avril 2012

Site de l'Association Adéquations

Dans la définition onusienne les *groupes majeurs de la société civile* sont les ONG, les syndicats, les entreprises, les autorités locales, les communautés scientifiques, les femmes, les jeunes, les paysans, les peuples autochtones. Ces groupes sont représentés officiellement auprès des Nations unies. Pour la Conférence Rio + 20, ils disposent ainsi d'un secrétariat et d'une rubrique sur le site des Nations unies. Toutefois la représentativité des organisations assurant ce secrétariat est parfois critiquée, elles ne représentent pas toujours la pluralité des positionnements des acteurs (notamment en ce qui concerne les milieux scientifiques et techniques, les industries...). L'amélioration du système de concertation avec la "société civile" est aussi un des enjeux de la Conférence Rio + 20.

Parallèlement, des mouvements sociaux, ONG, syndicats... s'organisent de façon plus informelle, en vue notamment du Sommet des Peuples qui se tiendra avec une posture critique par rapport la Conférence officielle.

L'article 21 de la résolution 64/236 de mars 2010 "Engage tous les grands groupes visés dans Action 21 (l'Agenda 21), ainsi que dans le Plan de mise en oeuvre de Johannesburg et les décisions de la Commission à sa onzième session, à participer activement aux activités préparatoires, à toutes les étapes".

Comme toujours, un *stake-holder forum* est organisé en amont, pour promouvoir la participation des organisations de la société civile officiellement intégrées au processus onusien. Le site de ce forum contient de nombreuses informations sur le processus Rio + 20 <http://www.earthsummit2012.org>

► [Notre rubrique sur les acteurs du développement durable](#)

En même temps, différents rassemblements de la société civile et des mouvements sociaux se constituent pour présenter des positions et participer à la Conférence. Ils se concertent en vue d'un "Sommet des peuples" pour la justice sociale et écologique. Le positionnement de celui-ci est clairement une critique du système économique capitaliste.

► [Consulter le site web de la "communauté Rio + 20"](#)

Important : les organisations de la société civile qui veulent participer à la Conférence Rio + 20 doivent s'enregistrer auprès des Nations unies. Si elles sont déjà accréditées (Ecosoc) pour participer aux conférences onusiennes, elles ont jusqu'au 20 mai 2012. Dans le cas contraire, elles doivent faire une demande avant le 20 février. [Consulter les instructions sur le site des Nations unies \(en anglais\)](#)

La participation d'organisations de la société civile est importante dans le processus Rio + 20, que ce soit la participation des "grands groupes" prévus par les Nations unies ou celle des mouvements sociaux ayant une posture critique. De nombreux "événements parallèles" (side events) sont organisés en marge des réunions préparatoires officielles. Mais les major groups ont protesté récemment au sujet de leur intégration insuffisante aux négociations formelles et de l'affaiblissement des références concernant les droits humains dans le texte en négociation, adressant une lettre ouverte "[Rights at risk at the United Nations](#)" au secrétaire général de la CNUDD.

Collectif Rio + 20 en France

En France s'est créé le Collectif Rio +20, dont les objectifs sont « autant de penser le changement et faire des propositions concrètes (volet 1 - production des groupes de travail) que de préparer la mobilisation (volet 2 - les différentes formes de mobilisation) ». Ce collectif s'articule avec d'autres démarches au niveau européen et mondial. Les groupes de travail (GT) du collectif Rio +20 ont abordé les questions suivantes afin de préparer une position : Bilan et contexte ; L'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'élimination de la pauvreté ; Gouvernance mondiale ; Evolution des modes de vie ; GT5- Concertation, démocratie et éducation.

Membres du collectif Rio + 20

4D (Dossiers et débats pour le développement durable), ACFCI (Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie), AITEC - IPAM (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs), Artisans du Monde, ATTAC, CCFD Terre solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement), CFDT (Confédération française démocratique du travail), CFSI (Comité français pour la solidarité internationale), CGT (Confédération générale du travail), Comité 21, CRID (Centre de recherche et d'informations pour le développement), ENERGIES 2050, France Nature Environnement, Fondation Charles Leopold Meyer pour le Progrès de l'Homme, Forum pour une Nouvelle Gouvernance Mondiale, HELIO International, Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales), Igapura, Institut Veblen, Ligue de l'enseignement, Les Petits Débrouillards, Orée, Oxfam France, Pactes Locaux, Réseau action climat France, Réseau Ecole et Nature, Réseau féministe "Rupture", Réseau Environnement Santé, Syndex, Varda Group, VECAM, VivAgora. [Présentation des membres sur le site du Collectif](#)

- ▶ Site web du collectif Rio + 20 : <http://collectif-france.rio20.net/>
- ▶ Ressources documentaires : <http://affinitiz.com/space/rio2012>
- ▶ Contribution du Collectif (synthèse novembre 2011, adressé aux Nations unies) : cf. **pièce jointe en bas de cet article**
- ▶ [télécharger la Déclaration complète et la synthèse en anglais.](#)

Comme beaucoup d'acteurs de la société civile dans le monde, le Collectif Rio + 20 estime que le document préparatoire de la position de la Conférence Rio + 20 "The future we want" ("zero draft") est "extrêmement faible dans ses orientations". [Le Collectif propose une analyse et des amendements.](#) Il a fait paraître une tribune sur Mediapart "Une transition maintenant". [Lire en ligne.](#)

En 2001-2002, pour la préparation du Sommet mondial du développement durable à Johannesburg ("Rio + 10"), les ONG françaises avaient constitué un "Collectif Joburg 2002". [Lire en ligne le texte de position du Collectif](#)

Mobilisation des organisations de femmes et féministes

L'Agenda 21 de Rio considère l'égalité femmes-hommes et la participation des femmes comme un aspect essentiel du développement durable (principe 20 de et chapitre 24 de l'Agenda 21).

[Voir notre dossier sur la mobilisation des mouvements de femmes au niveau français et international ; consulter le document de position du Groupe de contact français Genre et développement soutenable](#)

Organisations de la société civile françaises membres du comité Rio + 20 mis en place par le gouvernement

La France a mis en place fin 2010 un comité de pilotage dit "Comité Rio+20", sous l'égide du ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des transports et du logement (MEDDTL) et du ministère des affaires étrangères et européennes (MAEE). Il est composé d'expert-es et de représentant-es de la société civile issus notamment du Comité national du Développement durable et du Grenelle Environnement (CNDDGE), pour contribuer aux propositions de la France.

Composition actuelle (9/9/2011) du comité Rio + 20 : 4D, ACFCI (Chambres de commerce et d'industrie), Adéquations (pour le Groupe Genre et développement soutenable), Association des Maires de France, Association des Régions de France, C3D (Collège des directeurs du développement durable), CCFD, CFDT, CGE, CGPME, CGT, CIDCE (Centre international de droit comparé de l'environnement), Comité 21, CRID, Écologie sans frontière, France nature environnement (FNE), FNSEA, HELIO, IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales), Les amis de la Terre, la Ligue ROC, MEDEF (Mouvement des entreprises françaises), Orée, Réseau action climat, Sénat, UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), UNAF (Union nationale des associations familiales), UPA (Union professionnelle artisanale).

► [Site du comité Rio + 20](#)

A noter : tous les acteurs du développement durable peuvent proposer des contributions sur ce site, en rédigeant un "cahier d'acteur" (modèle à demander par mail). [Consulter les contributions mises en ligne](#)

Autres initiatives

► **Comité 21** : organisation de conférences, production de notes, organisation d'une délégation multi-acteurs à la Conférence. Un forum a été organisé le 4 juin au Palais Brongniar à Paris "Pour une contribution française au Sommet de la Terre 2012".

Le Comité 21 a créé un Club Rio + 20, qui rassemble des acteurs de la société civile française : élus territoriaux, responsables d'entreprises et dirigeants associatifs, tels que l'Association des maires de France (AMF), l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), l'Assemblée des communautés de France (AdCF), l'Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE), les Amis du Global Compact, le Comité français de la chambre de la commerce internationale (ICC France), European Partners for the Environment, la Conférence des grandes écoles (CGE), le Collège des directeurs du développement durable (C3D), les associations Orée et Décider Ensemble... Le Club Rio + 20 a élaboré un « Manifeste pour une gouvernance territoriale durable, solidaire et humaine ».

[Informations et documents.](#)

► **Forum flottant pour un développement durable** : il réunira des acteurs de la transition écologique et sociale pour un développement durable, qu'il amènera en bateaux à voile depuis le port de La Rochelle (France) jusqu'à une marina de Rio de Janeiro (Brésil). [Site web](#)

► [Séminaires itinérants, Rio 20 ans après](#)

Une série de séminaires est organisée à l'initiative de l'Institut International de Recherche, Politique de Civilisation - IIRPC de Poitiers, le Centre Edgar Morin - EHES/CNRS, le Centre de Recherche et d'Etude en Droit et Science Politique (CREDESPO) Université de Bourgogne, le Centro de Desenvolvimento sustentavel, CDS Université de Brasília au Brésil, l'Université de Poitiers, la Fondation Danielle Mitterrand-France Libertés. Ces séminaires ont lieu à Dijon les 16 et 17 juin 2011 ([programme ici](#)), à Poitiers/Niort les 28,29,30 septembre, à Brasília en octobre, à Lomé en décembre, à Paris en mars 2012 et à Rio de Janeiro en juin 2012.

- ▶ **Propositions du forum pour une nouvelle gouvernance mondiale** : <http://www.world-governance.org/spi...>
- ▶ [Vidéos sur les thématiques Rio + 20 sur le site d'Igapura](#) et [création d'un site web tv](#) dans le cadre du [projet Rio 2012](#) qui vise à former, informer et favoriser les échanges.
- ▶ Les 6ème Assises nationales du développement durable ont eu lieu à Toulouse les 13 et 14 octobre 2011. [Site web des assises, contributions en ligne](#)

Mobilisation des organisations brésiliennes et internationales

La Conférence Rio + 20 a lieu à Rio au Brésil. Les mouvements de la société civile s'organisent pour préparer un événement parallèle à la Conférence des Nations unies. Pour cela, un séminaire international « Sommet des Peuples Rio+20 pour la Justice Sociale et Environnementale » a été organisé les 30 juin et 1er juillet à Rio, rassemblant près de 200 participant-es d'une trentaine de pays. L'évènement en projet pourrait s'appeler : "Planète des Peuples Rio+20 - une rencontre pour la justice sociale et environnementale ».

Un "comité facilitateur" est mis en place pour faire l'interface entre pouvoirs publics et société civile au Brésil. [Voir le site web \(anglais, espagnol et portugais\)](#)

Le Sommet des Peuples pour la justice sociale et environnementale

Le Sommet des Peuples pour la Justice sociale et environnementale est organisé par la société civile mondiale du 15 au 23 juin dans le parc de l'Aterro do Flamengo, à Rio, parallèlement à la Conférence des Nations unies sur le Développement Durable.

"Le thème proposé pour la conférence officielle, la dite « économie verte », et la gouvernance globale, est considéré par les organisateurs du sommet des peuples comme insatisfaisant pour affronter la crise planétaire, causée par nos modèles de production et de consommation capitalistes. Pour relever le défi de cette crise systémique, le Sommet des Peuples ne sera pas seulement un grand événement. Il s'agit avant tout d'un processus d'accumulation historique et de convergence des luttes locales, régionales et globales, ayant comme principes la lutte anticapitaliste, antiraciste, anti-patriarcale, et anti-homophobie".

- ▶ [Site du Sommet des Peuples](#)
- ▶ [Appel du Sommet des Peuples \(décembre 2011\)](#)
- ▶ [Plus d'informations sur les mobilisations "contre l'économie verte"](#)

Northern Alliance for Sustainability

[L'Alliance du Nord pour la soutenabilité \(ANPED\)](#) rassemble des ONG d'Europe du Nord, de l'Est, Europe orientale, Etats-Unis. Avec CIVICUS (World Alliance for Citizen Participation) et [Consumers International](#) l'ANPED coordonne une plateforme des ONG accréditées par l'ONU pour Rio + 20. [Consulter leur blog](#) ; [l'espace WIKI](#)

Autres mobilisations nationales

Belgique

- ▶ [Mobilisation des ONG belges, infos et newsletter](#)

Canada

Le Réseau canadien de l'environnement (RCEN-, en partenariat avec le Forum des parties prenantes pour un avenir durable (le Forum), le Bureau régional pour l'Amérique du Nord du Programme des Nations Unies pour l'environnement (BRAN PNUE) et le Ministère des Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI), a identifié 10 ONG en environnement clés pour organiser des consultations de la société civile en préparation de la Conférence. Les résultats de ces consultations vont informer la délégation canadienne à la CNUDD, ainsi que le PNUE et le Secrétariat de la CNUDD.

- ▶ [Consulter le site web](#)
- ▶ [Consultations en cours de la société civile au Canada](#)

Mobilisation des syndicats

La Confédération syndicale internationale (CSI) suit la Conférence Rio + 20. La SCI a vu le jour lors de son Congrès de fondation à Vienne du 1er au 3 novembre 2006. Elle rassemble les organisations précédemment affiliées à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et à la Confédération mondiale du travail (CMT), ainsi que des organisations syndicales qui n'avaient aucune affiliation internationale. La CISL et la CMT se sont dissoutes le 31 octobre 2006 pour faciliter la création de la CSI.

Ce mouvement syndical international a présenté ses propositions au Secrétariat de la Conférence de Rio sur le développement durable, Brésil 2012, le 31 octobre 2011. "Au coeur de ses demandes, le mouvement syndical préconise l'investissement dans des systèmes de protection sociale et des emplois verts et décents. L'accent est également mis sur la nécessité pour les gouvernements de veiller à ce que les principes fondamentaux tels que l'équité entre les pays et au sein de ceux-ci, la transition juste, la parité homme-femme et une réduction considérable de la spéculation financière forment la base de toute discussion concernant l'économie verte".

- ▶ [Télécharger le document de proposition sur le site de la SCI](#)
- ▶ Le secrétariat du groupe majeur "Travailleurs et syndicats" auprès des Nations unies est assuré par International Trade Unions Confederation (ITUC) et Trade Union Advisory Committee to the OECD (TUAC) ; [Rubrique sur le site des Nations unies](#)

En France :

- ▶ La CGT a ouvert un blog Développement humain durable consacré au développement durable et aux conférences de l'ONU. Elle participe à l'Assemblée générale de la Confédération Syndicale Internationale, qui rassemble du 11 au 13 juin 2012, 500 délégué-es syndicaux du monde entier. Pour suivre avec la CGT le sommet de la terre Rio+20 et l'activité de la délégation CGT à Rio : <http://cgt-devdurable.com> et www.cgt.fr ; [Le point de vue de la CGT sur Rio + 20](#), 30 mars 2012
- ▶ La CFDT a préparé 17 fiches thématiques résumant leurs positions sur le développement durable. [Rubrique de la CFDT sur Rio + 20](#)

Mobilisation des collectivités territoriales

Au niveau international, le réseau ICLEI (International Council for Local Government Initiatives) représente les collectivités locales auprès des Nations unies. [Consulter le site web d'ICLEI de préparation de Rio + 20](#)

Le réseau Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) prépare lui aussi la conférence Rio + 20, en insistant sur les messages suivants : faire de la culture le 4ème pilier du développement durable, contribuer au débat sur la gouvernance internationale du développement durable, rendre les villes résilientes... [Note d'information \(pdf 2 pages\)](#)

- ▶ Le secrétariat du groupe majeur "Autorités locales" auprès des Nations unies est assuré par ICLEI. [Rubrique sur le site des Nations unies](#)

Mobilisation des jeunes

Les jeunes peuvent apporter leurs idées et points de vue sur un site de préparation de la Conférence Rio + 20. [Consulter le site](#). La coalition Road to Rio + 20 rassemble 23 partenaires du 15 pays pour préparer la participation des jeunes à la Conférence. [Site de Road to Rio + 20](#). [Organisations membres de la coalition](#)

- ▶ Le secrétariat du groupe majeur "Enfants et jeunes" auprès des Nations unies est assuré par Baha'i International Community, Belgrade Child Rights Centre, Rio 2012 (Belgique). [Rubrique sur le site des Nations unies](#)

Mobilisation des paysans

Le secrétariat du groupe majeur "Paysans" auprès des Nations unies est assuré par Via Campesina. [Rubrique sur le site des Nations unies](#)

Mobilisation des Peuples autochtones

Le secrétariat du groupe majeur "Indigenous Peoples" auprès des Nations unies est assuré par Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education (basé aux Philippines) - Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education European Office (Grande-Bretagne), Indigenous Environmental Network (Etats-Unis), [Rubrique sur le site des Nations unies](#)

Mobilisation des communautés scientifiques et techniques

Le secrétariat du groupe majeur "Communauté scientifique et technique" auprès des Nations unies est assuré par International Council for Science (ICSU) et World Federation of Engineering Organisations (WFEO), (basés à Paris). [Rubrique sur le site des Nations unies](#)

En mai 2011, lors du [3ème symposium des Prix Nobel sur le développement durable](#), quarante scientifiques dont dix

huit Prix Nobel réunis à Stockholm ont intenté, symboliquement, un procès à l'espèce humaine, et publié un mémorandum à appliquer avant que la situation ne devienne irréversible. Téléchargements en bas de page (pdf en anglais)

Les 29, 30 septembre et 1er octobre 2011 a eu lieu à Limoges la réunion mondiale des juristes des cinq continents et associations de droit de l'environnement. Puis les juristes pour l'environnement ont lancé un Appel assorti de vingt cinq recommandations. [Ils ont ouvert une pétition en ligne reprenant leurs propositions](#)

- ▶ [Site web du CIDCE](#), Centre international de droit comparé de l'environnement

En France, le CIRAD (Recherche agronomique pour le développement) propose une position « La recherche agronomique au coeur des enjeux d'une économie verte et de la lutte contre la pauvreté ». [Site du CIRAD](#)

Mobilisation des Industries

Le secrétariat du groupe majeur "Business et Industry" auprès des Nations unies est assuré par Business Action for Sustainable Development 2012 (BASD 2012), qui regroupe International Chamber of Commerce (ICC), World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) and United Nations Global Compact (UNGC). Leur objectif affiché est de contribuer à "des marchés soutenables et inclusifs". [Rubrique sur le site des Nations unies](#)

La Green Economy Coalition

La Green Economy Coalition (GEC) rassemble des ONG, Instituts de recherche, Organisations des Nations unies, entreprises, syndicats, qui estime que l'économie actuelle échoue à assurer la durabilité environnemental et l'équité sociale. Son objectif est d'accélérer la transition vers l'économie verte, en améliorant la communication entre les acteurs et les initiatives d'économie verte, dessiner une vision économique commune, encourager les bonnes pratiques et les innovations, influencer les décideurs. [Site web \(en anglais\)](#)

Post-scriptum :

Les contributions des Etats et des organisations de la société civile et autres parties-prenantes ont été mises en ligne sur le site des Nations unies à partir du 1er novembre 2011 en vue de leur consolidation dans un "document zéro" servant de base aux discussions à partir de janvier 2012.

[Consulter et télécharger ces contributions](#)